



Macron-Bayrou une même politique au service du capital.

Seules nos luttes feront reculer pouvoir et patronat.

Après Barnier, Bayrou cherche une majorité au Parlement pour appliquer le programme du capital. Bayrou est un allié de la première heure de Macron, soutenant l'ensemble de ses offensives antisociales, un ardent défenseur de l'austérité depuis des années et ministre dans de multiples combinaisons gouvernementales. Une seule certitude, son gouvernement comme les autres, appliquera la feuille de route du patronat et des marchés financiers: le règne du profit, la loi des capitalistes.

Les centaines de milliers de suppressions d'emplois ne sont même pas un sujet pour les gouvernements successifs depuis six mois. La réalité est qu'ils se fichent des travailleurs comme de l'avenir de Mayotte ou de la Martinique. Pour les travailleurs, les millions de précaires rien de bon ne viendra de l'Elysée, pas plus que de Matignon. Les travailleurs doivent de se battre, développer les conditions d'une contre-offensive afin de dicter l'agenda politique.

Bayrou va disposer de plusieurs semaines pour préparer son discours de politique générale et présenter son nouveau projet de loi de finances pour 2025. Ce budget, sera comme celui de Barnier avant lui, de nouvelles attaques austéritaires contre le monde du travail et les classes populaires.

En effet, le Sénat mercredi a validé à l'unanimité la loi spéciale qui permettra au gouvernement d'appliquer des décrets. Déjà lundi, les députés avaient largement adopté cette loi spéciale autorisant le gouvernement à lever des impôts en 2025. De la gauche au Rassemblement National, les 481 députés ont unanimement plébiscité cette loi spéciale. Les Insoumis se sont abstenus mais pas d'opposition sur le fond. La présidente du groupe Insoumis a ainsi précisé : « *si on ne s'est pas opposé à cette loi, c'est parce qu'elle permettait la continuité de l'État* », reconduisant de cette manière les recettes et des crédits du budget austéritaire de 2024 qu'Élisabeth Borne avait passé à grands coups de 49.3. Le NFP et le RN, chacun à sa manière volent au secours de Macron et Bayrou, ce sont bien des alliés objectifs du capital.

La loi de finances aurait dû voir la revalorisation du barème d'imposition à hauteur de l'inflation. Or, pour l'heure, ce barème devrait rester inchangé l'an prochain ! Près de 400.000 ménages seront donc impossibles et 18 millions d'autres verront leur taux d'imposition augmenter ; une situation particulièrement inique, alors que les profits du capital flambent.

Olivier Faure, pour le PS, multiplie les mains tendues au gouvernement et opère un virage résolu en faveur du « *compromis* » avec le « *socle commun* » pour tenter de se poser en parti de gouvernement en cherchant à négocier un « *accord de non-censure* » avec le nouveau gouvernement Bayrou. L'ancien Président Hollande pousse également pour aller encore plus loin dans les concessions, notamment sur les retraites et demande au PS d'adopter un programme de concessions maximales. De ne pas se priver d'utiliser les mécanismes constitutionnels comme le 49-3, expliquant : « *je suis un ancien Président de la République, je connais la Constitution, je sais qu'il y a des armes qui à un moment sont nécessaires* » : activer tout ce qu'il y a de plus anti-démocratique dans la constitution.

La question des retraites est aussi renvoyée aux calendes grecques et Hollande réclame, comme le PCF une « *conférence sociale* » pour que les « *partenaires syndicaux et patronaux* » s'entendent sur la question. En bref, un dialogue social et un programme de collaboration de classe.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes :

Rien n'a jamais été donné aux travailleurs. Tout ce que nous avons gagné, et obtenu a été arraché par nos luttes. La lutte unie, tous ensemble est la seule voie pour faire reculer pouvoir et patronat. Ils ont dû reculer en 1936, en 1945, en 1968 devant l'ampleur et la détermination de la lutte, de grandes conquêtes sociales ont été imposées.

Il y a urgence à engager la lutte, la généraliser, la rendre permanente sur les lieux de travail, faire converger toutes les luttes pour les rendre efficaces et stopper le capital. Est-ce suffisant ? Non. Les grandes luttes sociales du mouvement ouvrier français n'ont pas supprimé le capitalisme. Rien ne changera fondamentalement tant que les multinationales capitalistes domineront la société. C'est à cette question essentielle qu'il faut répondre. Notre parti propose une société débarrassée du capital, où les moyens de production, économiques, financiers, le pouvoir politique, appartiendront au peuple, seront gérés par le peuple et ses représentants, afin de répondre uniquement aux besoins sociaux. Nul doute que pour y parvenir il faut la force politique : le Parti Révolutionnaire Communistes.

Rejoignez-nous dans ce combat.